

Rapport de gestion

Le 10 mai 2017

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>.

L'information financière présentée dans le présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») pour les états financiers, et les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem)].

Information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuels.
- Les investissements dans le marketing et la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques et de nos solutions de marketing.
- Nous serons en mesure de maintenir et d'augmenter le nombre de clients et d'atteindre les cibles actuelles à l'égard des produits moyens par client.
- Les taux de renouvellement des clients, de même que notre capacité à vendre de nouveaux produits à nos clients qui renouvellent leur contrat, ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui soutiendront nos hypothèses à l'égard du nombre de clients et des produits moyens par client.
- Les produits et la rentabilité des filiales ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques.
- La combinaison des produits entre nos services et solutions numériques de revente détenus et exploités ne sera pas très différente de ce qui est prévu.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.
- Nous serons en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficacité au sein de notre structure de coûts.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour perte de valeur supplémentaires.
- L'incapacité de la Société de réaliser des économies de coûts.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société.
- Le ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- Le montant de la dette de la Société et le respect des clauses restrictives applicables en vertu de ses instruments d'emprunt pourraient nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Comme il est expliqué en détail dans le présent rapport de gestion, Pages Jaunes a annoncé sa nouvelle stratégie de mise en marché. Par conséquent, la Société pourrait être exposée aux facteurs de risque additionnels décrits ci-dessous.

L'incapacité de la Société à mettre en œuvre avec succès sa stratégie de mise en marché en temps opportun pourrait nuire à sa capacité de stabiliser et d'augmenter ses produits d'exploitation et son bénéfice.

En mai 2017, la Société a procédé à un examen de sa stratégie de mise en marché et de son plan de retour à la croissance visant à résoudre les difficultés structurelles qui font obstacle à son objectif de retour à la croissance du nombre total de clients, des produits et de la rentabilité, en se concentrant sur cinq initiatives clés visant directement à soutenir la croissance, soit transformer la proposition de valeur aux clients, mettre en œuvre de nouvelles méthodes de vente, redéfinir et améliorer le parcours du client, poursuivre la croissance des filiales et bâtir le futur de l'entreprise (le « plan »). L'incapacité de la Société à mettre en œuvre son plan ou des délais dans la mise en œuvre de ce dernier pourraient nuire à sa capacité de stabiliser et d'augmenter les produits d'exploitation et le bénéfice, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Des délais dans la mise en œuvre des systèmes d'information et de technologies de l'information requis pour soutenir la stratégie de mise en marché de la Société, ou l'incapacité de les mettre en œuvre.

La réussite du plan de la Société est conditionnelle au développement de ses entreprises de médias numériques, mobiles et en ligne. La préférence des clients pour les produits liés aux médias numériques, mobiles et en ligne s'intensifiera probablement, car une grande partie de la clientèle potentielle de la Société est composée d'annonceurs plus jeunes et plus au fait des nouvelles technologies. L'évolution technologique rapide du secteur de la publicité entraîne en outre des changements de comportement chez les utilisateurs, ces derniers étant soucieux de mieux contrôler la façon dont ils consomment le contenu. Pour réussir, la Société devra investir d'importantes ressources pour, entre autres :

- accélérer l'évolution de ses produits et services existants;
- concevoir en temps opportun de nouveaux produits et services attrayants liés aux médias numériques, mobiles et en ligne, qui amèneront les utilisateurs sur différentes plateformes;
- attirer et conserver des gens de talent au sein de postes importants;
- continuer la transformation de son organisation et de son modèle d'exploitation afin de faire croître ses entreprises de médias numériques, mobiles et en ligne;
- continuer de développer et de mettre à niveau ses technologies et ses processus de soutien pour que ses produits et services se distinguent de ceux de ses concurrents;
- vendre des publicités dans des marchés importants et être un choix incontournable pour les annonceurs, et ce, sur les plateformes mobiles et en ligne.

La Société ne peut garantir qu'elle réussira à atteindre ces objectifs et les autres objectifs nécessaires en temps opportun, ni que le plan sera couronné de succès. Des retards dans l'adaptation à des nouvelles technologies ou méthodes de mise en œuvre ou l'incapacité de s'adapter à celles-ci, ou le choix d'une innovation technologique plutôt qu'une autre, pourraient avoir une incidence négative sur la capacité de la Société à livrer une concurrence efficace ou à réussir son plan, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

BAIIA ajusté : Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et charges spéciales

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. La définition du BAIIA ajusté n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 18 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car il reflète la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte de la variation des actifs et des passifs d'exploitation telle qu'elle est présentée dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils reflètent la capacité de la Société à générer un bénéfice en trésorerie de même que les flux de trésorerie nets disponibles pour le remboursement de la dette, les acquisitions ou d'autres activités, comme le rachat d'actions ou les dividendes. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents, de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles pour les périodes comparatives présentées ont été retraités afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours, ce qui comprend un ajustement pour refléter la variation des actifs et des passifs d'exploitation. Le changement apporté à cette mesure a été effectué pour supprimer les variations des éléments du fonds de roulement afin de mieux refléter la performance sous-jacente de l'entreprise. Se reporter à la section 4, *Flux de trésorerie disponibles*, pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

Dette nette

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débentures échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Se reporter à la section 3, *Situation de trésorerie et sources de financement*, pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités et stratégie et capacité à produire des résultats

Nos activités

Pages Jaunes, l'une des principales entreprises de médias numériques et de solutions marketing au Canada, offre aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients des outils conçus pour interagir et faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le réseau interne de la Société compte environ 900 professionnels des ventes dévoués responsables de la conception de campagnes de marketing numérique efficaces pour les entreprises locales partout au Canada, qui offrent aussi un soutien à la clientèle de la Société, qui compte 239 500 PME.

La portée des solutions de marketing de Pages Jaunes s'étend aussi au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles de premier plan acquise en mars 2016, combinée à la division Mediative de la Société, ont permis à Pages Jaunes de s'établir en tant qu'agence de publicité nationale fixe et mobile. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs. En tirant parti de ces technologies programmatiques exclusives, d'une base de données avancée sur les consommateurs, d'un réseau d'éditeurs et de relations solides avec plusieurs grands annonceurs nationaux d'envergure, les programmes de publicité numérique nationale de Pages Jaunes permettent aux marques et aux éditeurs de maximiser leurs revenus et leur portée tant au sein des plateformes fixes que mobiles.

Pages Jaunes continue à travailler activement à renforcer sa position sur le marché en lançant des solutions numériques qui répondent aux besoins ciblés des PME et des consommateurs au sein des principaux marchés verticaux.

Pages Jaunes offre aux propriétaires de maison des médias et de l'expertise fiables pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves grâce au réseau DuProprio/ComFree (« DPCF »), qui positionne Pages Jaunes comme un chef de file du marché immobilier interconsommateurs canadien. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF, et diverses initiatives sont en cours pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

La Société a amélioré sa proposition de valeur aux propriétaires de restaurants locaux par le biais du système de gestion des réservations de Bookenda, qui offre aux restaurants une solution complète qui leur permet de gérer efficacement les réservations et les commandes, d'accroître leur visibilité sur le marché et de favoriser la fidélisation des clients, le tout à prix concurrentiel.

Produits offerts aux consommateurs

Les médias fixes, mobiles et imprimés détenus et exploités par Pages Jaunes continuent d'être des marchés efficaces pour les marchands, les marques et les consommateurs locaux canadiens. Pour permettre aux Canadiens de découvrir leurs quartiers, le réseau de médias de la Société devient de plus en plus spécialisé dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- DuProprio/ComFree – à l'heure actuelle le site immobilier numérique dominant au Québec et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.

- PJ Épicerie^{MC} – une application mobile qui fournit aux consommateurs canadiens une expérience de magasinage sur mesure, en épiceries et en pharmacies, par l'unification de listes, bons de réduction, rabais et un gestionnaire virtuel de carte de fidélité.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

Stratégie et capacité à produire des résultats

La Société a récemment procédé à un examen de sa stratégie d'affaires visant à résoudre les difficultés structurelles qui font obstacle à son objectif de retour à la croissance du nombre total de clients, des produits et de la rentabilité. Par conséquent, Pages Jaunes a mis à jour sa stratégie d'affaires et son plan de retour à la croissance (le « plan ») pour mieux soutenir sa croissance à long terme en tant qu'entreprise axée sur le numérique et concentrer ses efforts sur cinq initiatives clés visant directement à soutenir la croissance :

- Transformer la proposition de valeur aux clients
- Mettre en œuvre de nouvelles méthodes de vente
- Redéfinir et améliorer le parcours du client
- Poursuivre la croissance des filiales
- Bâtir le futur de l'entreprise

Transformer la proposition de valeur aux clients

L'objectif de la nouvelle proposition de valeur aux clients vise avant tout à établir des relations avec nos clients et à conserver et renforcer celles-ci. La Société transformera sa proposition de valeur aux clients, qui sera fondée sur les recherches directes effectuées et les données demandées par les PME canadiennes. La Société structurera sa prochaine offre de manière à répondre aux besoins essentiels en matière de marketing numérique.

L'offre principale de Pages Jaunes ne sera donc plus axée sur le produit, mais fournira plutôt aux PME des solutions axées sur le contenu.

En raison de la fragmentation du marché numérique, les PME ont besoin que leur contenu soit synchronisé sur un plus grand nombre de plateformes pour rejoindre leurs clients. Le point de départ consistera à établir un profil d'entreprise de base, comprenant le nom, le domaine d'expertise, l'adresse et les coordonnées de la société. À partir de celui-ci, une PME pourra élargir son profil d'entreprise en y ajoutant plus de contenu attrayant, comme la description des services, les heures d'ouverture et des photos.

Pages Jaunes servira de plaque tournante pour le contenu des PME et le syndiquera sur d'autres écosystèmes numériques d'envergure (p. ex. Facebook, Google, Apple).

L'offre combinera des produits détenus et exploités et des services numériques en offres à paliers assorties de divers niveaux de service (de base, plus, premium). Le point d'entrée comportera une solution simple, à prix abordable et axée sur le contenu dont l'objectif sera d'établir, de développer et de gérer l'identité d'affaires en ligne de la PME. Une fois cet objectif atteint, la PME se verra offrir un éventail de solutions de marketing évolutives pour accroître sa visibilité et gérer sa réputation sur les médias sociaux, une sphère dans laquelle les PME ont clairement démontré qu'elles avaient besoin d'aide.

Plusieurs services numériques et certains produits numériques, ainsi que certains produits imprimés, seront maintenant seulement disponibles à titre de compléments à l'offre principale faite aux clients, ce qui créera des occasions de vente et incitera ces derniers à améliorer leurs services. Grâce à une offre de solutions combinées à paliers, la rentabilité sera plus stable et durable.

Mettre en œuvre de nouvelles méthodes de vente

Bien que Pages Jaunes ait réussi à transformer les compétences et les connaissances de ses équipes de vente au cours des trois dernières années afin de répondre aux besoins d'un environnement numérique, la Société doit maintenant revoir la structure de son effectif de vente, qui évolue actuellement selon des structures traditionnelles. Pages Jaunes doit faire preuve d'une plus grande flexibilité pour saisir les occasions de croissance au sein de toutes les catégories de clients, réaliser des économies de coûts et accroître sa compétitivité. Par ailleurs, la Société privilégiera l'acquisition et la rétention de clients à haut potentiel et dont le niveau de dépenses est élevé.

Redéfinir et améliorer le parcours du client

Les clients des médias numériques s'attendent à des interactions simples et fluides et c'est pourquoi Pages Jaunes s'efforcera d'offrir ce parcours et cette expérience à sa clientèle. La Société harmonisera son offre à paliers avec cinq catégories de clients, qu'elle divisera en fonction du potentiel de dépenses et des besoins de marketing essentiels. Divers modèles de service, portefeuilles de produits et points de contact seront mis en place pour chaque catégorie de clients, dans le but d'éliminer la complexité inhérente au numérique et d'offrir aux clients une expérience qui répondra à leurs besoins essentiels. Pour les clients dont le potentiel de dépenses est peu élevé, Pages Jaunes concevra et déploiera un modèle de prestation de services automatisé/libre-service qui offrira une plus grande flexibilité aux clients et permettra à la Société de concentrer ses ressources sur les clients à haut potentiel et dont le niveau de dépenses est élevé.

La Société mettra également en place des contrats à reconduction tacite, passant d'un contrat annuel à un abonnement mensuel assorti d'un engagement minimal requis pour les offres complémentaires. Cette stratégie correspond davantage aux attentes en matière de simplicité et de flexibilité des clients des médias numériques. De plus, elle permettra d'abaisser les barrières à l'entrée, ce qui facilitera l'acquisition de clients.

Ces initiatives devraient être entièrement déployées et mises en œuvre en 2018.

Poursuivre la croissance des filiales

En 2018, JUICE concentrera ses efforts à accroître sa présence sur le marché américain et à évaluer ses possibilités d'expansion dans des marchés en dehors de l'Amérique du Nord. JUICE portera également son attention sur la conception de nouvelles technologies publicitaires exclusives qui répondront aux besoins en matière de données de localisation des spécialistes du marketing. La société de technologie publicitaire prévoit monétiser cette technologie en accordant des licences d'exploitation à des agences de marketing numérique sous forme de produit logiciel-service (SaaS).

Mediative concentrera ses efforts à approfondir ses relations existantes de services gérés et cherchera aussi à développer de nouvelles relations avec de grands détaillants canadiens qui songent à concevoir des stratégies de monétisation des médias pour la vente en ligne de leurs produits et services.

DPCF concentrera ses efforts à diversifier ses produits en lançant de nouveaux produits sur son marché d'origine qu'est le Québec, et à élargir sa présence géographique en Ontario et dans l'ouest du Canada.

Bâtir le futur de l'entreprise

À court terme, Pages Jaunes élargira son offre aux clients afin d'y inclure des services qui faciliteront les transactions commerciales entre les entreprises, semblables aux capacités de réservation de restaurants offertes par PJ Resto. Pages Jaunes cherchera à intégrer des solutions axées sur les transactions à l'ensemble de sa clientèle pour répondre à des besoins tels que la prise de rendez-vous et les paiements, rendant ainsi ces services facilement accessibles et à prix abordable pour les PME canadiennes.

Principales données analytiques

La Société continue de mettre l'accent sur le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique. Les principales données analytiques pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 2,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 134,8 M\$ au premier trimestre clos le 31 mars 2017, ce qui représente 71,1 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 46,5 M\$ ou 24,5 % des produits pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 61,9 M\$ ou 30,4 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société était de 239 500 clients au 31 mars 2017, comparativement à 244 000 clients au 31 mars 2016, ce qui représente un recul net de 4 500 clients d'un exercice à l'autre, par rapport à une baisse nette de 7 000 clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Total des visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 149,9 millions pour le trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 100,2 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de près de 50 % attribuable à la syndication des inscriptions et du contenu par Pages Jaunes au sein de ses médias détenus et exploités, ainsi qu'au solide réseau de partenaires de la Société. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.

Données analytiques sur la clientèle¹

Aux 31 mars	2017	2016
Nombre de clients	239 500	244 000
Nouveaux clients nets	(4 500)	(7 000)
Produits moyens par client ²	2 631 \$	2 876 \$

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pour les trimestres clos les 31 mars.

Perspectives

Une analyse sur les attentes de la direction relativement à nos perspectives pour 2017 est présentée dans notre communiqué de presse daté du 10 mai 2017, à la section « Perspectives ». Le communiqué de presse est disponible sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance. Certaines de ces mesures ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Performance globale

- Les produits se sont établis à 189,5 M\$ pour le premier trimestre de 2017, ce qui représente une diminution de 14,1 M\$, ou 6,9 %, par rapport à la période correspondante de 2016.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 2,4 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 134,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Au premier trimestre clos le 31 mars 2017, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 71,1 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 64,6 % pour la période correspondante de 2016.
- Pour le premier trimestre de 2017, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté) a diminué de 15,4 M\$, ou 24,9 %, par rapport à la période correspondante en 2016, pour s'établir à 46,5 M\$.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2017	2016
Produits	189 508 \$	203 627 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	46 475 \$	61 893 \$
Marge sur BAIIA ajusté	24,5 %	30,4 %
Bénéfice net	658 \$	13 151 \$
Bénéfice de base par action	0,02 \$	0,49 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 782 \$	24 248 \$
Flux de trésorerie disponibles	16 670 \$	24 254 \$

Produits ↓ (6,9) %

(en millions de dollars canadiens)

T1 2017		189,5 \$
T1 2016		203,6 \$

Produits tirés des médias et solutions numériques ↑ 2,4 %

(en millions de dollars canadiens)

T1 2017		134,8 \$
T1 2016		131,6 \$



BAIIA ajusté ↓ (24,9) %

(en millions de dollars canadiens)

T1 2017		46,5 \$
T1 2016		61,9 \$

Flux de trésorerie disponibles ↓ (31,3) %

(en millions de dollars canadiens)

T1 2017		16,7 \$
T1 2016		24,3 \$

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2017	Pourcentage des produits	2016	Pourcentage des produits
Produits	189 508 \$		203 627 \$	
Coût des produits vendus, compte non tenu des avantages du personnel, des cotisations sociales et des avantages incitatifs	82 341	43,4 %	78 771	38,7 %
Marge brute	107 167	56,6 %	124 856	61,3 %
Systèmes d'information et de technologies de l'information, compte non tenu des avantages du personnel, des cotisations sociales et des avantages incitatifs	12 243	6,5 %	15 409	7,6 %
Frais de marketing et frais généraux et d'administration, compte non tenu des avantages du personnel, des cotisations sociales et des avantages incitatifs	32 144	17,0 %	29 135	14,3 %
Avantages du personnel, cotisations sociales et avantages incitatifs	16 305	8,6 %	18 419	9,0 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	46 475	24,5 %	61 893	30,4 %
Amortissements	25 780	13,6 %	24 859	12,2 %
Frais de restructuration et charges spéciales	7 286	3,8 %	4 258	2,1 %
Bénéfice d'exploitation	13 409	7,1 %	32 776	16,1 %
Charges financières, montant net	11 330	6,0 %	14 196	7,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat et perte liée à la participation dans une entreprise associée	2 079	1,1 %	18 580	9,1 %
Charge d'impôt sur le résultat	1 062	0,6 %	5 429	2,7 %
Perte liée à une participation dans une entreprise associée	359	0,2 %	–	– %
Bénéfice net	658 \$	0,3 %	13 151 \$	6,5 %
Bénéfice de base par action	0,02 \$		0,49 \$	
Bénéfice dilué par action	0,02 \$		0,45 \$	
	Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016	
Total de l'actif	1 076 398 \$		1 099 937 \$	
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débiteures échangeables)	309 992 \$		310 028 \$	
Débiteures échangeables	92 630 \$		92 174 \$	
Ratio dette à long terme totale/total de l'actif	37,4 %		36,6 %	

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Produits

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017, les produits ont diminué de 6,9 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 189,5 M\$, comparativement à 203,6 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits s'explique par la baisse des produits tirés des médias imprimés.

Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 2,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 134,8 M\$ au premier trimestre de 2017, ou 71,1 % des produits, comparativement à 131,6 M\$, ou 64,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre est principalement attribuable aux produits tirés de JUICE. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2017, 47 % des clients qui renouvellent leur contrat ont augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles d'un exercice à l'autre, comparativement à 42% des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 24 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 54,7 M\$ au cours du premier trimestre de 2017, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique.

Pénétration de la clientèle¹

Aux 31 mars	2017	2016
Médias imprimés	66 %	75 %
Médias numériques détenus et exploités ²	70 %	67 %
Positionnement prioritaire en ligne	61 %	61 %
Positionnement prioritaire mobile	26 %	27 %
Services numériques ³	11 %	10 %

Indicateurs d'exploitation

Aux 31 mars	2017	2016
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	80 700	60 500
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) ⁴	134 788 \$	131 599 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits ⁴	71,1 %	64,6 %

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

³ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de PrésencePro étendue, de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook ou d'affichage numérique ciblé.

⁴ Pour les trimestres clos les 31 mars.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend les coûts de vente et les coûts liés à l'expérience client et à la livraison. Au premier trimestre de 2017, les coûts de vente ont augmenté de 3,0 M\$ par rapport au premier trimestre de 2016, pour s'établir à 42,1 M\$. L'augmentation s'explique essentiellement par l'acquisition de JUICE le 17 mars 2016, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des coûts de vente correspondant à la diminution des produits. Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, les coûts liés à l'expérience client et à la livraison ont augmenté de 0,5 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 40,3 M\$. L'augmentation découle principalement d'une modification de la composition des produits, qui a été contrebalancée en partie par les initiatives d'économie de coûts.

Marge brute

Au premier trimestre de 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 107,2 M\$, ou 56,6 %, comparativement à 124,9 M\$, ou 61,3 % au premier trimestre de 2016. Cette diminution est essentiellement attribuable à une modification de la composition des produits et à l'acquisition de JUICE, dont les activités génèrent une marge brute moins élevée que celle de Pages Jaunes avant l'acquisition, facteurs contrebalancés en partie par les efficacités opérationnelles au titre des coûts de vente et des coûts liés à l'expérience client et à la livraison.

Systèmes d'information et de technologies de l'information

Les charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information ont diminué de 3,2 M\$ pour atteindre 12,2 M\$ au cours du premier trimestre de 2017, comparativement à 15,4 M\$ au premier trimestre de 2016. La diminution au cours du trimestre est principalement attribuable aux économies de coûts découlant de diverses initiatives de contrôle des coûts, y compris des économies découlant de la nouvelle plateforme de publication des médias imprimés et de l'optimisation des contrats.

Frais de marketing et frais généraux et d'administration

Les frais de marketing et les frais généraux et d'administration ont augmenté de 3,0 M\$ pour s'établir à 32,1 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 29,1 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'augmentation au cours du trimestre est principalement attribuable à des charges non récurrentes liées à la mise à jour de la stratégie d'affaires de la Société, ainsi qu'à des charges attribuables à JUICE.

Avantages du personnel, cotisations sociales et avantages incitatifs

Les charges liées aux employés ont diminué de 2,1 M\$ pour se chiffrer à 16,3 M\$ au premier trimestre de 2017, par rapport à 18,4 M\$ pour la période correspondante de 2016. La diminution est principalement attribuable à une baisse du nombre d'employés et à l'incidence des fluctuations du cours de nos actions sur notre régime d'unités d'actions différées.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 15,4 M\$ pour s'établir à 46,5 M\$ au premier trimestre de 2017, comparativement à 61,9 M\$ au premier trimestre de 2016. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le premier trimestre de 2017 s'est établie à 24,5 %, comparativement à 30,4 % pour le premier trimestre de 2016. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 est imputable principalement à une modification de la composition des produits et à la baisse des produits tirés des médias imprimés, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts. La baisse de la marge sur BAIIA ajusté a également été influencée par l'acquisition en mars 2016 de JUICE, qui exerce ses activités à une marge sur BAIIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes avant l'acquisition.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté, passant de 24,9 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, à 25,8 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2017. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse l'évolution numérique des activités de la Société, de même que par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. De plus, à la suite du test de dépréciation effectué par la Société au 31 décembre 2016, nous avons révisé la durée d'utilité de nos ententes de non-concurrence afin de tenir compte de la période révisée au cours de laquelle les avantages devraient être comptabilisés. Par conséquent, la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence découlant de la charge pour perte de valeur comptabilisée en 2016 a été contrebalancée par la réduction de la durée d'utilité.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du premier trimestre de 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 7,3 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 4,3 M\$ liés principalement aux réorganisations internes, aux réductions de la main-d'œuvre, de même qu'aux coûts de transaction liés à l'acquisition de JUICE.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 2,9 M\$ pour s'établir à 11,3 M\$ au premier trimestre de 2017, comparativement à 14,2 M\$ à la période correspondante de 2016. Cette diminution s'explique essentiellement par une baisse du niveau d'endettement. Au 31 mars 2017, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 8,9 % (9 % en 2016).

Charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,9 % et à 26,7 % pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, respectivement. La Société a comptabilisé une charge de 1,1 M\$ au premier trimestre de 2017, comparativement à 5,4 M\$ pour la période correspondante de 2016. La Société a inscrit une charge d'impôt de 51,1 % et de 29,2 % pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au cours des premiers trimestres de 2017 et 2016 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. Au cours du premier trimestre de 2017, le taux d'imposition effectif a subi l'incidence additionnelle de la baisse du bénéfice avant impôt sur le résultat par rapport au premier trimestre de 2016, et les charges non déductibles sont demeurées relativement stables d'un exercice à l'autre.

Perte liée à une participation dans une entreprise associée

Le 3 octobre 2016, nous avons fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., un fournisseur de coupons numériques. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entreprise associée de 0,4 M\$ au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2017.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 0,7 M\$ au premier trimestre de 2017, comparativement à 13,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice est attribuable principalement à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des frais de restructuration et charges spéciales.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2017	2016				2015		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	189 508 \$	202 723 \$	201 142 \$	210 487 \$	203 627 \$	208 505 \$	210 593 \$	204 771 \$
Coûts d'exploitation	143 033	145 305	144 193	151 556	141 734	144 007	146 783	143 178
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	46 475	57 418	56 949	58 931	61 893	64 498	63 810	61 593
Marge sur BAIIA ajusté	24,5 %	28,3 %	28,3 %	28,0 %	30,4 %	30,9 %	30,3 %	30,1 %
Amortissements	25 780	27 745	26 838	25 440	24 859	20 792	21 161	20 212
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	–	600 000	–	–	–	–	–	–
Frais de restructuration et charges spéciales	7 286	7 493	9 691	1 519	4 258	17 168	9 113	2 551
Bénéfice (perte) d'exploitation	13 409	(577 820)	20 420	31 972	32 776	26 538	33 536	38 830
Bénéfice net (perte nette)	658	(431 583)	3 774	10 953	13 151	5 866	13 155	16 510
Bénéfice (perte) de base par action	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,41 \$	0,49 \$	0,22 \$	0,49 \$	0,62 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,38 \$	0,45 \$	0,21 \$	0,44 \$	0,54 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre en raison essentiellement de la perte globale de clients et du recul des dépenses liées aux médias imprimés de nos clients qui renouvellent leur contrat, facteurs contrebalancés partiellement par une augmentation du nombre de clients des médias numériques. L'acquisition de DPCF, le 1^{er} juillet 2015, a eu une incidence favorable sur les produits à partir du troisième trimestre de 2015. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, a aussi eu une incidence favorable sur les produits à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les coûts d'exploitation sont demeurés relativement stables d'un trimestre à l'autre malgré les réductions de la main-d'œuvre, les initiatives d'économie de coûts et la baisse des produits à cause des acquisitions de DPCF le 1^{er} juillet 2015 et de JUICE le 17 mars 2017 et des modifications de la composition des produits.

Les marges sur BAIIA ajusté sont demeurées relativement stables du deuxième trimestre de 2015 au premier trimestre de 2016, la baisse des produits tirés de médias imprimés, les modifications de la composition des produits, les investissements liés au plan et l'acquisition de DPCF ayant été contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts et la baisse des charges liées aux employés. La marge sur BAIIA ajusté a diminué à compter du deuxième trimestre de 2016 à la suite de l'acquisition de JUICE. La marge sur BAIIA ajusté a diminué davantage au cours du premier trimestre de 2017 en raison d'une modification de la composition des produits.

Les amortissements sont demeurés relativement stables tout au long de 2015. Les amortissements ont augmenté au cours de 2016 en raison du déploiement de plateformes et d'applications dans le cadre de l'évolution numérique de la Société. À compter du deuxième trimestre de 2016, l'amortissement a aussi augmenté en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. À la suite du test de dépréciation effectué le 31 décembre 2016, la Société a révisé la durée d'utilité des ententes de non-concurrence, ce qui a contrebalancé la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence.

Les frais de restructuration et charges spéciales de la Société se rapportent essentiellement à l'optimisation de la main-d'œuvre, au réalignement de la structure de coûts et aux acquisitions liées à son évolution d'entreprise axée sur les médias imprimés vers une entreprise axée sur les médias numériques. Le plan prévoit d'autres coûts de transition à mesure que la Société mettra en œuvre sa stratégie d'affaires.

Notre bénéfice net pour le premier trimestre de 2017 a subi l'incidence défavorable d'une baisse du BAIIA ajusté et d'une hausse des frais de restructuration et charges spéciales. Notre perte nette au quatrième trimestre de 2016 s'explique par une perte de valeur de 600 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles. Au quatrième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2016, notre bénéfice net a subi l'incidence négative de la hausse des frais de restructuration découlant des réorganisations internes et des réductions de la main-d'œuvre.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Situation financière

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

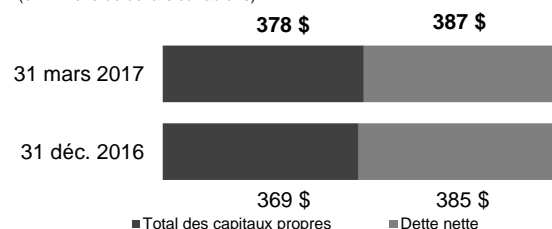
	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	15 718 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang	309 669 \$	309 669 \$
Débiteures échangeables	92 630	92 174
Obligations en vertu de contrats de location-financement	323	359
Dette nette	386 904 \$	384 942 \$
Capitaux propres	378 467	368 904
Capitalisation totale	765 371 \$	753 846 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	50,6 %	51,1 %

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



Au 31 mars 2017, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 386,9 M\$, comparativement à 384,9 M\$ au 31 décembre 2016.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,8 fois au 31 mars 2017, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2016. L'augmentation s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 mars 2017, la Société avait des lettres de crédit de 7,1 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 42,9 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 mars 2017.

¹ *Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.*

Au 31 mars 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société a remboursé un total de 490,3 M\$ depuis le 20 décembre 2012, de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 309,7 M\$ au 31 mars 2017.

Au 31 mars 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire, sous réserve de certaines conditions. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt, des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

La Société prévoit faire un paiement de 15 M\$ le 31 mai 2017.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

Les billets garantis de premier rang arriveront à échéance le 30 novembre 2018. À partir du 31 mai 2017, les billets garantis de premier rang peuvent être remboursés à leur valeur nominale. La Société collabore actuellement avec des conseillers pour initier une transaction de refinancement au cours des prochains mois.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 mars 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

Notations

DBRS Limited	Standard and Poor's Rating Services
B (élevée)/cote de l'émetteur – tendance stable	B/cote de la Société – perspective stable
BB (faible)/cote des billets garantis de premier rang	BB-/cote des billets garantis de premier rang
B (faible)/cote des débetures échangeables	CCC+/cote des débetures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 10 mai 2017, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 30,9 M\$ et un montant de 43 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 10 mai 2017	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation	28 075 306	28 075 306	28 075 304
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 486	2 995 486	2 995 488
Options sur actions en circulation ²	630 950	630 950	630 950

¹ Au 10 mai 2017, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 630 950 au 10 mai 2017 et au 31 mars 2017 comprend 366 500 options sur actions pouvant être exercées à ces dates respectives. Le solde des options sur actions en circulation de 630 950 au 31 décembre 2016 comprend 186 550 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	31 528 \$	39 679 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(17 746)	(15 431)
	13 782 \$	24 248 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(9 577) \$	(15 070) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 281)	(355)
Participation dans une entreprise associée	(330)	–
Acquisition d'entreprise	–	(35 271)
Autres	(100)	–
	(15 288) \$	(50 696) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme	(36) \$	(80) \$
Achat d'actions restreintes	–	(5 786)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	–	115
	(36) \$	(5 751) \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 8,2 M\$, passant de 39,7 M\$ pour le premier trimestre de 2016 à 31,5 M\$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 19,3 M\$, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des paiements au titre des frais de restructuration et charges spéciales et la baisse des intérêts versés.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017 a donné lieu à une sortie de 17,7 M\$ comparativement à 15,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016 s'explique principalement par des paiements au titre de la rémunération variable.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 15,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 50,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de 2017, nous avons investi un montant de 9,6 M\$ dans le développement de logiciels et de 5,3 M\$ dans les améliorations locatives et le matériel de bureau liés à la relocalisation de bureaux, comparativement à un montant de 15,1 M\$ pour le développement de logiciels et de 0,4 M\$ dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées au cours des premiers trimestres de 2016 et de 2017 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada. Les investissements diminuent d'un exercice à l'autre, à mesure que notre évolution progresse. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 36 000 \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, comparativement à 5,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 5,8 M\$.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme, les débetures échangeables et les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 mars 2017. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2017	2016 ¹
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 782 \$	24 248 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	17 746	15 431
Dépenses d'investissement	(14 858)	(15 425)
Flux de trésorerie disponibles	16 670 \$	24 254 \$

¹ Les flux de trésorerie disponibles du premier trimestre de 2016 ont été retraités afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours, ce qui comprend un ajustement pour refléter la variation des actifs et des passifs d'exploitation.

5. Hypothèses critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, *Hypothèses critiques*, de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Normes comptables

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs :

Modifications apportées à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les variations découlant des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur.

Modifications à IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, dans le cadre de son cycle 2014-2016 du processus d'améliorations annuelles. Les modifications précisent que l'exigence de présenter des informations financières résumées ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées ou des coentreprises qui sont classées comme détenues en vue de la vente, ou qui sont incluses dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client;
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié la version définitive des modifications à IFRS 15. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. Les modifications ne changent pas les principes sous-jacents de la norme, mais elles viennent clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

L'adoption d'IFRS 15 devrait avoir une incidence sur le moment de comptabilisation des produits pour les produits imprimés, ainsi que sur le report des frais de publication connexes et l'inclusion des informations à fournir dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée. La direction est en train de quantifier l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 15 et l'avancement des travaux est jusqu'à présent conforme à l'échéancier prévu de la direction. La direction prévoit terminer cette évaluation avant le quatrième trimestre de 2017.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. IFRS 9 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date.

Selon son évaluation préliminaire, Pages Jaunes Limitée a identifié des contrats de location, principalement pour des propriétés locatives, dont la comptabilisation changera en vertu d'IFRS 16. La comptabilisation des actifs loués et des obligations locatives connexes fera augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et charges spéciales et générera une hausse combinée équivalente des amortissements et des charges financières à la date d'application d'IFRS 16. La direction est en train de quantifier l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 16 et l'avancement des travaux est jusqu'à présent conforme à l'échéancier prévu de la direction.

Modifications apportées à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

6. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 et à notre notice annuelle datée du 23 mars 2017 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

7. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment le président et chef de la direction et le chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 mars 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 mars 2017.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2017 et clos le 31 mars 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.